Bize : un médecin à l'Éducation surveillée ou les sciences de l'observation entre archaïsme et modernité (1946-1955)

Jean-Pierre Jurmand

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rhei/786>

DOI : 10.4000/rhei.786

ISBN : 978-2-7535-1644-1

ISSN : 1777-540X

Éditeur

Presses universitaires de Rennes

Édition imprimée

Date de publication : 15 novembre 2004

Pagination : 121-151

ISSN : 1287-2431

Référence électronique

Jean-Pierre Jurmand, « Bize : un médecin à l'Éducation surveillée ou les sciences de l'observation entre archaïsme et modernité (1946-1955) », *Revue d'histoire de l'enfance « irrégulière »* [En ligne], 6 | 2004, mis en ligne le 31 mai 2007, consulté le 04 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/rhei/786> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/rhei.786>

Bize : un médecin à l'Éducation surveillée ou les sciences de l'observation entre archaïsme et modernité

**Jean-Pierre
Jurmand**⁽¹⁾

Introduction

Le docteur Paul-René Bize, conseiller médical auprès de la direction de l'Éducation surveillée dès le début de sa mise en place, n'est pas reconnu comme un "pionnier" de cette institution au même titre que Jean-Louis Costa, premier directeur, Pierre Ceccaldi, sous-directeur et futur directeur, Henri Michard, futur directeur du Centre de formation de Vaucresson, Paul Lutz, magistrat, inspecteur à la direction de l'Éducation surveillée, ou Guy Sinoir, psychologue attaché à cette même direction. Il a été associé aux changements doctrinaux et institutionnels de cette période, particulièrement dans le domaine de l'observation, mais l'écho de ses travaux en matière médicale, psychologique et psychiatrique, semble avoir été faible, en comparaison, par exemple, de ceux de Pierre Mâle, qui exerce à la même époque au centre d'observation de Savigny en qualité de médecin psychiatre et dont la réputation va au-delà de l'institution. Il ne fait l'objet d'aucun commentaire public, élogieux ou critique. La branche sur laquelle il s'est appuyé pour développer ses thèses n'a porté aucun fruit, si on la compare au rameau naissant de la psychologie clinique qui a trouvé son prolongement institutionnel dans une pratique professionnelle, ou aux sciences sociales comme la sociologie ou la psychosociologie, qui se sont imposées, à la fin des années cinquante et aux débuts des années soixante, à l'Éducation surveillée. Un certain type de "savoir" a disparu de notre horizon intellectuel et culturel. Qu'entendrions-nous en effet aujourd'hui par tendance endomorphique, mésomorphique ou ectomorphique, par types leptosomes, pycniques, athlétiques ou dysplasiques, par disposition longiligne ou bréviligne, par variétés sthénique et asthénique, par états d'hyper- ou

(1) Chargé d'études au département Recherche études développement du CNFE-PJJ à Vaucresson.

d'hypoplasie ? Plus simplement, quelle signification aurait, pour le secteur éducatif et les magistrats de la jeunesse, la recherche du « biotype » d'un adolescent, la connaissance de sa « robustesse générale », de « son niveau pubéral », de son « type endocrino-morphologique », ou de ses « anormalités physiques » ?

Fallait-il pour autant négliger les causes et les raisons pour lesquelles la direction de l'Éducation surveillée s'est attaché les services du docteur Bize et l'a laissé occuper une place dans le secteur de l'observation qui contraste avec l'indifférence et l'oubli dans lesquels il est tombé aujourd'hui ? Ce médecin a été, en 1946, désigné non seulement comme spécialiste de l'orientation professionnelle à un moment où la formation professionnelle devenait un axe majeur de la rééducation, mais aussi comme expert de l'examen psychiatrique dans le cadre de l'observation. Pour des générations d'éducateurs en formation à l'Éducation surveillée, il était celui qui leur délivrait des « informations de neuro-psychiatrie » sous forme de cours interminables, aux multiples ramifications neurologiques, physiologiques, psychologiques... En ignorant ultérieurement son apport, l'Éducation surveillée a refusé d'assumer un héritage conceptuel et culturel devenu obsolète et encombrant à partir du milieu des années soixante ; elle a occulté une partie non négligeable de ce qui constitua les sciences et techniques de l'observation, la partie la plus rationaliste, naturaliste, et qui domina les premiers temps de l'observation des mineurs délinquants, alors séparée de la rééducation proprement dite.

Bize participe d'un courant qui s'est affirmé dans l'entre-deux-guerres, de classification de l'enfance délinquante en catégories médicales et psychologiques, et dont la vocation est de se substituer aux catégories juridiques, morales ou religieuses en cours jusque-là, suivant le principe de rupture avec le droit pénal classique initié par le mouvement de Défense sociale.⁽²⁾ Après la seconde guerre mondiale, dans un contexte institutionnel en pleine évolution, cette tendance trouve une prolongation dans l'examen scientifique de la personnalité du délinquant et l'organisation rationnelle de son observation. La nouvelle direction de l'Éducation surveillée n'y est pas indifférente.

(2) Marc Ancel,
La Défense sociale nouvelle,
Paris, éditions Cujas,
1954.

Resté dans l'ombre, Bize a servi l'Éducation surveillée plus peut-être qu'il n'aurait voulu, et il s'est servi d'elle pour ses propres travaux. Mais de quel service avait besoin l'Éducation surveillée, dans les années cinquante, au moment où s'opère un tournant doctrinal, où s'affirme un changement du regard porté sur l'enfance délinquante, où les méthodes d'investigation moins obsédées par les classifications appréhendent l'enfant de façon plus dynamique et souple, dans sa réalité psychique et sociale ?

1. Une mission : le dépistage des aptitudes professionnelles

1.1. Le projet éducatif prioritaire de l'Éducation surveillée

Le docteur Bize est engagé sous contrat en novembre 1946 par Jean-Louis Costa, sur les conseils, selon l'intéressé, de Pierre Ceccaldi, pour exercer les fonctions de « conseil médical à la direction de l'Éducation surveillée ; inspecteur médical des établissements d'éducation surveillée ; responsable d'un service psychiatrique du centre d'observation des mineurs de Paris ».⁽³⁾ Il est affecté définitivement au centre d'observation de Savigny-sur-Orge en novembre 1952, Savigny étant devenu le centre unique d'observation de Paris en 1950. Son contrat prendra fin à la veille de sa retraite, en décembre 1972. Dès 1946, Jean-Louis Costa entendait que Bize effectue, au titre de ses fonctions de conseil médical à la direction, « des travaux destinés à fixer la position de l'administration en face du problème psychiatrique envisagé dans son ensemble ».

Le recrutement d'un médecin à ce niveau souligne la place et le poids que continue à exercer la médecine dans le domaine de l'observation des mineurs délinquants.⁽⁴⁾ Le processus même de l'observation est identifié à une procédure médico-psychiatrique, établissant un diagnostic, portant un pronostic, préconisant des mesures. Personne au sein de la direction ne conteste le caractère scientifique de l'observation. Jean-Louis Costa, dans une étude sur la délinquance juvénile parue en 1951, note que parmi « les causes individuelles de la délinquance, il convient de signaler la place éminente, en cette matière, des continuelles découvertes médicales ».⁽⁵⁾ Même si, pour lui, la rééducation « doit s'inspirer

(3) Ces renseignements, ainsi que les suivants, figurent dans le dossier administratif de Bize, conservé au Centre des archives contemporaines à Fontainebleau, sous la cote n° 19840187/72.

(4) Selon Christian Sanchez, le pouvoir médical offre à la justice « une gestion scientifique de l'inadaptation » ; Christian Sanchez, *L'impossible observation des mineurs délinquants*, Érès, Toulouse, 1995, p. 150.

(5) Jean-Louis Costa, *La délinquance juvénile en France*, Paris, La documentation française, 1951, p. 5. Cette étude fait suite au cours professé par Costa, en 1949-1950, à l'institut de criminologie de la faculté de droit de Paris.

(6) *Ibid.*, p. 20.

de l'esprit scientifique et utiliser les découvertes récentes des sciences de l'homme », ⁽⁶⁾ il reste très prudent et pragmatique. Costa exclut l'esprit de système, ne privilégie aucune approche technicienne, aucune méthode particulière, car il considère que la rééducation du mineur délinquant « n'appartient pas qu'à un spécialiste, mais à une équipe de spécialistes divers ».

La confiance dans les sciences de l'homme témoigne de la croyance en un progrès illimité des sciences et des techniques au service de la société. La connaissance de l'individu est préalable à toute décision de mesure de rééducation, conformément au principe du droit des mineurs et de tout un courant du droit pénal qui veut qu'on s'intéresse à la personnalité du délinquant.

En 1945, quand le juge des enfants devient l'acteur principal du droit des mineurs et que la perspective éducative trouve un relais institutionnel, une mise au point, un réajustement sont nécessaires par rapport à l'ancrage juridique de la délinquance juvénile, pour que celle-ci ne soit pas médicalisée ; ainsi, le ministère de la Justice gardera la plénitude de ses attributions à son égard. En quelques années, la perception de la nature du phénomène de la délinquance juvénile s'est trouvée profondément modifiée : « À côté des jeunes délinquants déficients ou anormaux qui avant guerre constituaient la majorité, on trouve de plus en plus de garçons atteints de troubles caractériels légers, voire même normaux mais chez lesquels le sens moral a été dévié. » ⁽⁷⁾ Les troubles pathologiques ne sont plus la caractéristique principale de la délinquance d'après guerre, plutôt perçue comme une conséquence de la « démoralisation » due à la période sombre de la guerre, et de carences éducatives. Elle relèverait désormais, pour l'essentiel, d'un traitement éducatif, dans une période d'effort de reconstruction et de mobilisation pour la production. La question de la délinquance, telle qu'elle est posée après la guerre, est un problème social, susceptible de faire l'objet d'une politique volontariste, dans un contexte d'accroissement considérable de l'intervention de la puissance publique.

L'accent est désormais mis sur la rééducation et le médecin est à son service ; il reste néanmoins, dans la phase d'observation et de pré-observer-

(7) *Rapport annuel de l'Éducation surveillée*, 1947, p. 9.

vation, un passage obligé pour le dépistage des troubles et maladies des mineurs. Il est aussi un gage de scientificité et d'objectivité. Mais l'alliance du juge et du médecin, scellée par « le fait individuel », n'est pas exempte de tensions. La direction de l'Éducation surveillée pourrait alors de plus en plus jouer le rôle de tiers, en dégagant une voie éducative naissante. Elle reprend le thème de la responsabilité pour « humaniser » la relation à l'enfant coupable et ne pas le laisser enfermé dans le déterminisme des catégories médicales et scientifiques. La voie est étroite pour que le pédagogique et l'éducatif se frayent un chemin.

Georges Heuyer a été un bon représentant, si ce n'est le chef de file, de cette tendance à identifier délinquance à anomalies, trouble et pathologie,⁽⁸⁾ même si la psychanalyse est venue assouplir ses thèses héréditaristes, en y associant le rôle du milieu.⁽⁹⁾ Jean-Louis Costa a recours à des catégories médicales et thérapeutiques, quand par exemple il déclare : « La rééducation doit tenir compte des particularités biologiques et des tares, mais elle doit apparaître, à l'enfant qui en est l'objet, avant tout comme une pédagogie. Personne n'a intérêt à traiter en malades irresponsables même des sujets atteints de troubles graves. »

La rééducation est assimilée à une thérapie, « grâce à laquelle l'enfant délinquant peut recevoir un traitement approprié à son cas, sans s'apercevoir qu'il est lui-même un cas, ignorance qui est une condition essentielle du succès final ».⁽¹⁰⁾ L'entreprise de rééducation, même sur les bases d'une psychothérapie, vise à la diminution de l'inadaptation et à « rétablir chez le mineur des mécanismes normaux ».⁽¹¹⁾ La rééducation devient l'instrument de la normalisation de l'enfance délinquante et, à la fin des années quarante, elle est en bonne voie d'y parvenir.⁽¹²⁾

On peut estimer que la psychologie clinique a contribué de façon encore plus directe à cette normalisation car elle ne s'oblige pas à un double discours face au jeune délinquant. Pour Daniel Lagache,⁽¹³⁾ la question centrale que pose la délinquance à la psychologie n'est pas celle de la normalité et de la pathologie, mais de la signification psychique qu'elle revêt pour le délinquant dans la totalité et la dynamique de sa personne. Lagache, avec la psychologie clinique, offre à la délinquance juvénile une théorie et une méthode d'analyse qui lui sont propres.

(8) Georges Heuyer, *Enfants anormaux et délinquants juvéniles*, Paris, G. Steinheil éd., 1914, p. 11. Georges Heuyer, « Délinquance et troubles du caractère chez les adolescents », *Revue de l'Éducation surveillée*, n° 2, 1946, p. 39.

(9) Voir l'article de Marie Bienne, *supra* p. 69-91.

(10) Jean-Louis Costa, *op. cit.*, p. 21.

(11) *Ibid.*, p. 25.

(12) Pierre Ceccaldi, « Le sens de la réforme de l'Éducation surveillée », *Bulletin de l'Union des sociétés de patronage de France*, paru dans la *Revue pénitentiaire et de droit pénal*, Paris, 1950, p. 433.

(13) Lagache, par exemple, s'est appuyé sur la réflexion épistémologique de Georges

Canguilhem, dont il a commenté l'ouvrage, *Essai sur quelques problèmes concernant le normal et le pathologique*, Strasbourg, thèse, 1943, dans un article de 1946 reproduit dans Daniel Lagache, *Œuvres I*, Paris, PUF, 1979, p. 439-456, pour étayer ses propres travaux (voir « Psycho-criminogénèse », 1950, in *Œuvres II*, p. 190-191). Sur « l'œuvre institutionnelle » de Lagache, voir Annick Ohayon, *L'impossible rencontre. Psychologie et psychanalyse en France (1919-1969)*, Paris, La découverte, 1999, p. 277-297.

(14) *Rapport annuel de l'Éducation surveillée*, 1947, p. 35.

(15) *Rapport annuel de l'Éducation surveillée*, 1948, p. 39.

(16) Patrice Pelpel, Vincent Troger, *Histoire de l'enseignement technique*,

Dans ce sens, la psychologisation de l'enfance délinquante est contemporaine de sa « normalisation », mais on entend en général par normalisation le rôle qu'ont joué les institutions publiques d'éducation surveillée (IPES), grâce auxquelles elle devient, au milieu des années cinquante, la doctrine officielle de la direction de l'Éducation surveillée. À la base de ce mouvement, le renouvellement des méthodes dans toutes les institutions qui, preuve du succès de « la réforme », sont « en passe de devenir toutes de véritables écoles professionnelles »⁽¹⁴⁾ et de ne plus être assimilées à des établissements pénitentiaires. Ainsi, « la réforme de l'Éducation surveillée a donné aux mesures éducatives leur pleine valeur », plus particulièrement pour les IPES, en assurant « aux mineurs confiés une formation professionnelle sérieuse sanctionnée par l'enseignement technique ». Ces mineurs confiés sont « plus jeunes que par le passé et moins corrompus ».⁽¹⁵⁾

Cette orientation, qualifiée par l'administration de « revirement jurisprudentiel », se confirmera comme un tournant plaçant les IPES dans un mouvement général et social de reconstruction, les transformant en écoles professionnelles pour mineurs ayant rencontré de graves problèmes d'éducation. Cette participation à un effort national correspond à un fort développement de la formation professionnelle et à « une politique volontariste en faveur des centres d'apprentissage ».⁽¹⁶⁾ Les années cinquante apparaissent comme une forme d'apogée de l'identité de l'enseignement technique.

Pour être appliquée, une telle ligne demande des conditions et exige une sélection. On parle « d'élimination des mineurs inéducables en internat des IPES » comme « condition de la réussite d'une bonne rééducation ».⁽¹⁷⁾ La rééducation ainsi envisagée « s'adresse essentiellement au cas normal dont les perturbations tiennent au défaut d'éducation et à l'insertion dans des conditions sociales gravement défectueuses. Elle porte à faux vis-à-vis des débiles ou des grands psychopathes ».⁽¹⁸⁾ En 1955, l'IPES « apparaît comme le type d'internat de rééducation le plus évolué ».⁽¹⁹⁾

En attendant, il était indispensable de modifier les règles et procédures d'affectation en institutions publiques en suivant les critères définis par ce « revirement jurisprudentiel », tenant compte des aptitudes des mineurs. Une circulaire de principe du 2 juin 1950 rappelle aux magistrats pour

enfants que « le placement en institution publique ne doit plus être considéré comme une mesure répressive, mais comme une mesure éducative devant être réservée aux mineurs capables d'en tirer profit. »⁽²⁰⁾

La nouvelle procédure d'affectation, entrée en vigueur le 1er novembre 1950, stipule que, dans les demandes de places adressées à la direction, figure au dossier une notice de placement « résumant en quatre pages, la personnalité physique, intellectuelle et caractérielle du mineur, ses aptitudes professionnelles, sa situation judiciaire et son histoire familiale ». Ce document « apporte une connaissance synthétique du cas, extrêmement utile pour déterminer l'établissement le mieux approprié ».⁽²¹⁾

Pour assurer cette offre institutionnelle, la direction de l'Éducation surveillée dispose d'une procédure et de critères autonomes de recrutement. Les centres d'observation, d'où viennent une partie importante des pupilles confiés aux IPES, sont censés suivre cette évolution, sachant que l'une des fonctions principales de ces centres est la sélection sur la base d'une classification des mineurs. Quelles sont les modalités de cette classification et de cette sélection ?

L'orientation professionnelle n'est-elle pas la meilleure manière de déterminer les aptitudes professionnelles d'un mineur et ne participe-t-elle pas ainsi à l'entreprise éducative de l'Éducation surveillée ? Bize n'a-t-il pas alors été recruté pour fournir un savoir médical et une garantie scientifique à l'examen chargé d'évaluer ces aptitudes ?

1.2. La place du médecin dans l'orientation

Le plan de réforme de 1946 porte sur l'organisation de l'accueil et de l'observation qui, après la guerre, pose des problèmes considérables, mais la réforme se poursuit aussi du point de vue des méthodes. En 1947, celles-ci « font l'objet d'une étude approfondie à laquelle se livrent le médecin-conseil ainsi que le psychologue orientateur de la direction ».⁽²²⁾ La commission établie à cet effet doit mettre à profit les résultats acquis par les techniciens de l'observation sous la forme rationnelle d'une méthode de travail. La première réunion de la commission a lieu le 13 janvier 1948. Le garde des Sceaux vise les instructions provisoires sur l'examen médical, l'examen psychologique et la note préparatoire concer-

Paris, Hachette, 1993, p. 88.

(17) *Rapport annuel de l'Éducation surveillée*, 1951, p. 29.

(18) *Ibid.*, p. 28.

(19) *Rapport annuel de l'Éducation surveillée*, 1955, p. 48.

(20) *Rapport annuel de l'Éducation surveillée*, 1951, p. 74.

(21) *Ibid.*, p. 75.

(22) *Rapport annuel de l'Éducation surveillée*, 1947, p. 57.

nant l'examen psychologique, l'examen psychiatrique, l'examen médical, en août 1949.

Si l'on s'en tient à l'examen médical, l'arrêté du 25 octobre 1945 prévoit que le médecin exerce une surveillance spéciale sur les mineurs du groupe d'accueil, en vue d'assurer le dépistage des maladies contagieuses. Au cours du séjour, il pratique « un examen somatique approfondi ». Les instructions provisoires sur l'examen médical, de 1949, lui ajoutent une autre mission : celle d'assurer « un rôle éducatif ». En effet, il participe à l'action individuelle sur le mineur « en apportant son concours aux éducateurs, auxquels il peut donner tous renseignements utiles sur le jeune, son tempérament et ses déficiences ». Il collabore avec le professeur d'éducation physique, mais surtout « son rôle, en matière d'orientation professionnelle, est des plus importants ; aussi devra-t-il s'attacher à préciser avec le plus grand soin les conditions de travail qui peuvent être indiquées et contre-indiquées ». Sa place s'en trouve renforcée ; ainsi, « dans la mesure du possible, le médecin assiste aux réunions de synthèse, où sa présence est aussi utile que celle des autres techniciens de l'observation ».⁽²³⁾

(23) *Instructions provisoires sur l'examen médical au centre d'observation de mineurs délinquants*, 1949, p. 9.

Aux thèmes prophylactiques et hygiénistes d'une médecine sociale, aux indications médicales qui permettent d'opérer ce qu'on appelait, avant la guerre, le « triage » des mineurs, s'ajoute et a même tendance à se substituer un « examen des appareils », déterminant pour l'orientation de jeunes essentiellement destinés à exercer des métiers techniques et manuels. Les éléments fournis par l'examen médical (denture, poumons, abdomen et tube digestif, organes génitaux, squelette, musculature, glandes endocrines...) seront retranscrits « en conditions de travail indiquées ou contre-indiquées », lors des résultats. Dans les conclusions de l'examen médical, apparaîtra le degré de robustesse, que l'on apprécie « à la carrure, à la puissance de l'ossature, au relief musculaire et à l'impression générale de vitalité qui se dégage ». Indications et contre-indications varient en fonction du type de travaux. Par exemple, pour les travaux de force, il faut tenir compte « des données anthropométriques [...] de la silhouette de l'individu [...] de l'intégrité des différents viscères [...] de la formule endocrinienne... ». L'exercice des travaux répond aussi à des conditions neuro-psychiatriques. Par exemple, pour les travaux dangereux, il faut

tenir compte de l'état du système nerveux (affections organiques et surtout épilepsie) ; de l'hyperémotivité avec *self-control* insuffisant.

Les données de l'examen médical seront rassemblées et codifiées en répartissant tous les sujets en sept catégories qui vont du « sujet très robuste indemne de toute tare » au « malade à hospitaliser ». Cette évaluation de l'état somatique et psychique d'un sujet repose sur un principe d'organisation rationnelle du travail, selon lequel les aptitudes physiques et psychiques du mineur doivent coïncider avec les exigences du métier. Chaque mineur est donc susceptible de pouvoir être orienté en fonction des résultats de l'examen et des mesures auxquelles il a été soumis au centre d'observation.

Une telle conception répond aux attentes de la direction de l'Éducation surveillée ; elle est celle de Bize ; on la retrouve dans ses travaux antérieurs.⁽²⁴⁾ Ainsi peut-on expliquer qu'il ait été choisi comme conseiller technique. L'orientation professionnelle est le terrain sur lequel se fait une rencontre opportune, tout du moins provisoirement.

1.3. Bize, spécialiste de l'orientation professionnelle

Paul-René Bize est né en 1901 à Paris. Son père est médecin (il est connu pour avoir été le médecin de Marcel Proust), lui-même le devient, choisissant la neurologie comme spécialité au début des années trente. Puis il se tourne vers le monde du travail, de l'orientation et de l'apprentissage. Il devient médecin des usines Citroën, « chargé de la sélection et de l'orientation du personnel et de la surveillance des apprentis » (1936-1939), et s'intéresse à la médecine du travail. À cette époque, il s'applique à l'étude des « mesures anthropométriques dans la technique même de l'examen d'embauche, notamment en matière d'appréciation de la robustesse », pour les emplois comportant des travaux pénibles.⁽²⁵⁾

De 1941 à 1943, il est chargé de mission d'inspection générale technique de l'orientation professionnelle, à la direction de l'Enseignement technique ; il semble que ce soit en tant que technicien qu'il ait occupé ce poste dans la période vichyste, et à ce titre aussi qu'il soit arrivé à se faire reconnaître dans l'immédiat après-guerre. Après 1945, une partie importante de ses activités est consacrée à la question médicale dans l'orien-

(24) Paul-René Bize, « L'examen médico-physiologique en orientation professionnelle », *Le Bulletin médical*, nov. 1941 ; Rapport sur l'orientation professionnelle présenté en 1946 au Centre de coordination et de synthèse des études sur la reconstruction, in *Orientation et sélection professionnelles*, Paris, 1946, p. 49-51. L'auteur réutilisera dans son intégralité cette fiche de l'examen médical qu'il a rédigée, à d'autres occasions : Paul-René Bize, « L'examen d'orientation professionnelle chez les délinquants », *L'examen médico-psychologique et social des délinquants*, Premier cours international de criminologie, sept.-oct. 1952, Paris, 1953, p. 476-480.

(25) « Étude de quelques normes anthropométriques et biométriques comparativement

entre Européens et Nord Africains et suivant l'âge, le sexe et la profession », *Archives des maladies professionnelles et médecine du travail et de sécurité sociale*, t. 7, n° 6, p. 465, 1946.

(26) Publié dans le *Bulletin officiel de la Société de médecine et d'hygiène du travail*, Séance du 21 janvier 1946.

(27) Sources : André Grelon, « Les professeurs du Conservatoire national des arts et métiers », in *Dictionnaire biographique, 1794-1955*, Paris, INRP/CNAM, 1994, p. 183-184.

(28) *Sélection et orientation professionnelles*, Paris, Centre de documentation universitaire, 1949-1951 (Cours du CNAM). Dans le fascicule III sur « Les catégories spéciales de travailleurs », Bize distingue « le problème de l'homme normal, le travail chez les femmes, le travail chez les jeunes, le problème des travailleurs âgés, le problème des aptitudes raciales différentielles ». Dans le fascicule IV sur « Les travailleurs de capacité professionnelle réduite », il aborde « le problème des délinquants ».

tation professionnelle, comme en témoignent ses cours à l'Institut national d'orientation professionnelle, au Laboratoire d'hygiène de la faculté de médecine. Il s'intéresse aussi à la psychotechnicité, au Centre de formation des cadres professionnels de l'Institut national des métiers de la rue Dareau à Paris. En collaboration avec ce centre, qui sera pour les futurs personnels de l'enseignement technique de l'Éducation surveillée un lieu de formation et une référence, Bize établit un « tableau des activités manuelles de base des principaux métiers de base (métiers masculins) ».⁽²⁶⁾ Il entre au Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) en tant que chargé de cours de « sélection et orientation professionnelles », puis y exerce, à partir de janvier 1948 et jusqu'en 1970, des fonctions de professeur à la chaire de psychologie du travail.⁽²⁷⁾ En 1950, il devient membre du comité directeur de l'Institut national d'orientation. Cet organisme, reconnu officiellement par décret du 25 juin 1930, placé sous la dépendance du sous-secrétariat d'État à l'Enseignement technique, rattaché au CNAM en 1941, est chargé de la formation des orienteurs. L'institut, qui avait été créé par l'éminent psychologue Henri Piéron en 1928, devient, sous sa direction, le lieu privilégié de l'essor de la psychologie appliquée en France. Dans le *Traité de psychologie appliquée*, publié sous sa direction en 1954, l'un des chapitres du livre III (« L'utilisation des aptitudes »), consacré à « L'étude des métiers et des postes de travail, le problème des exigences professionnelles », est signé P.-R. Bize. Ses cours de sélection et orientation professionnelles, au CNAM, font l'objet de publication sous forme de fascicules.⁽²⁸⁾ Dans le *Rapport de la sous-commission de*

réforme de l'enseignement du Centre de coordination et de synthèse des études sur la reconstruction,⁽²⁹⁾ Bize préconise une observation prolongée de la personnalité de l'enfant et de ses aptitudes, rapprochant orientation et formation.⁽³⁰⁾ Ce lien entre formation et orientation professionnelles a pu être un argument supplémentaire pour le recrutement de Bize par la direction de l'Éducation surveillée, au moment où cette dernière engage sa réforme derrière la bannière de la formation professionnelle. Quand on sait que l'autre membre de la commission chargée de faire des propositions de réforme en matière de méthodes d'observation est Guy Sinoir, psychologue attaché à la direction de l'Éducation surveillée, lui-même issu de l'INOP, ancien conseiller directeur de centre d'orientation professionnelle, auteur d'un ouvrage sur l'orientation professionnelle largement diffusé et réédité (1943-1950), on pressent la place de l'orientation professionnelle à l'Éducation surveillée dans l'observation. En fait, il semble qu'elle n'ait été qu'une étape, qu'un prétexte dans la pensée de ses principaux protagonistes.

En tant que premier directeur du centre d'observation de Savigny, Sinoir est attentif à l'orientation professionnelle et aux mesures quantitatives de l'observation du développement somatique de l'enfant,⁽³¹⁾ mais il ne s'y attarde pas. Sa principale préoccupation est déjà d'émanciper la psychologie de la tutelle psychiatrique et médicale sur l'examen médico-psychologique, de faire évoluer la psychologie expérimentale et clinique vers l'autonomie technique et doctrinale.⁽³²⁾ Quant à l'orientation professionnelle, il la considère comme une technique d'examen de la personnalité, dans une perspective plus éducative que strictement professionnelle.

Avant 1944, quand Sinoir était conseiller directeur de centre d'orientation professionnelle, il insistait déjà sur la mise en valeur de l'individu dans sa totalité, y compris dans sa « médiocrité ».⁽³³⁾ Un point de vue qui tranche avec celui de Bize, pour qui « autant il convient de respecter la volonté d'un sujet particulièrement doué, à vocation précise [...], autant en présence de sujets moyennement doués, à vocation spontanée peu définie, il convient de tenir le plus grand compte des besoins du pays et d'orienter au mieux, compte tenu surtout de ses aptitudes et aussi de ses répugnances, le jeune vers des professions qui requièrent le

(29) *Op. cit.*, p. 90.

(30) *Ibid.*, p. 91.

(31) « Utilité et limites de l'observation du mineur délinquant avant le jugement », *Revue de l'Éducation surveillée*, n° 1, 1946, p. 35.

(32) « Nature et fonctionnement du centre d'observation du mineur délinquant avant le jugement », *Cahiers français d'information*, n° 65, août 1946, p. 18. Sinoir est certainement à l'origine de la circulaire du 9 septembre 1950 sur l'examen psychologique (*Revue pénitentiaire de droit pénal*, 1950, p. 956) et de la polémique qui s'en est suivie (voir p. 172-173).

(33) Guy Sinoir, *L'orientation professionnelle*, Paris, PUF, 1943, 2ème éd. 1950, p. 46.

(34) Paul-René Bize, *Orientation et sélection professionnelles*, op. cit., p. 29. La position d'Heuyer est encore plus radicale ; pour lui, l'orientation professionnelle, « soumise à des constatations médicales, neurologiques, à l'appréciation des troubles moteurs », est un instrument privilégié de l'adaptation sociale, principal critère de la normalité : « pour les arriérés mentaux, débiles intellectuels, le problème le plus important est celui de l'orientation professionnelle, base de leur adaptation sociale », plus que leur rééducation (Georges Heuyer, *Introduction à La psychiatrie infantile*, op. cit., p. 8 ; voir aussi p. 143, 148-149).

(35) *Ibid.*, p. 5.

(36) *Ibid.*, p. 20.

(37) Nicola Pende, « La méthode biotypologique d'exploration de l'indi-

plus de main-d'œuvre ». ⁽³⁴⁾ On voit là la différence de statut et la place que chacun accorde à l'individu dans le cadre de l'orientation professionnelle, avec de probables retentissements sur l'observation des mineurs délinquants.

L'orientation professionnelle a pour but « d'aider l'individu à se diriger vers le genre d'activité professionnelle qui convient le mieux à l'ensemble de ses aptitudes [...] physiques, sensorielles, motrices, intellectuelles, affectives et caractérielles ». ⁽³⁵⁾ Elle est une voie « naturelle » de l'observation. Or les aptitudes renvoient, selon Bize, à des structures profondes « répondant à des dispositions innées, relevant du biotype atavique ou génotype ». ⁽³⁶⁾ Donc l'orientation revient à connaître le biotype de l'individu. Suivant Bize, le biotype est le terrain dont l'étude va permettre d'établir des corrélations avec la maladie, pour le médecin, avec les aptitudes, pour l'orienteur, avec le délit, pour le criminologue.

2. Une référence : la biotypologie

2.1. La doctrine biotypologique

Bien que n'étant pas une discipline, mais une doctrine hétéroclite dont l'historique reste à faire, la biotypologie a eu ses écoles, ses disciples, ses revues, ses tendances et ses colloques.

Le terme de biotypologie a été créé et employé par Nicola Pende, en 1925. Pour lui, la biotypologie est « la science unitaire et corrélationniste de l'individualité humaine ». ⁽³⁷⁾ Il la présente comme une science de l'individu dans sa totalité vivante, avec ses corrélations morphologiques, physiologiques et psychologiques. ⁽³⁸⁾ Il a été l'élève de Giacinto Viola, qui a consolidé les méthodes de l'anthropométrie définies par Achille de Giovanni, à l'origine des combinaisons morphologiques (rapport entre certaines parties du corps) qui expliquent la spécificité de chaque organe (les cavités contenant les organes déterminant un type). L'école biotypologique italienne est considérée essentiellement comme anthropométrique, fondée sur la multiplication des mesures du corps humain (proportion largeur-longueur, masse du corps, développement des appareils...). Nicola Pende reprend les types humains de base définis par Viola

(longiligne, bréviligne), il les complète par les variétés « sthéniques » et « asthéniques » mais surtout, à l'étude des phénomènes morphologiques internes et externes, il ajoute l'exploration de « la face fonctionnelle-humorale » de l'individu, de son « tempérament fonctionnel », conditionnée par le système neuro-endocrinien, conçu comme le véritable système régulateur de la totalité individuelle.

D'autres recherches viennent, dans les années trente, renforcer le courant de la biotypologie, en particulier celles du psychiatre allemand E. Kretschmer, dont l'ouvrage *La structure du corps et du caractère* restera une référence majeure pour la nébuleuse des biotypologistes. Ceux-ci se nourriront aussi des travaux de l'école française de morphologie, initiés à la fin du XIX^e siècle et au début du XX^e siècle par le médecin lyonnais Claude Sigaud.

En se présentant comme une science de synthèse de tous les phénomènes de la vie de l'individu perçu en tant que « complexe biologique », par une méthode de corrélation entre ses éléments morphologiques, physiologiques et psychologiques, la biotypologie a séduit beaucoup d'esprits, et pas des moindres, si l'on en croit les noms prestigieux figurant sur la liste des membres fondateurs de la Société de biotypologie créée en 1932 : entre autres, Charles Achard, secrétaire général de l'Académie de médecine, Henri Laugier, professeur à la Sorbonne et au CNAM, J. M. Lahy, directeur d'études à l'Ecole des hautes études et au Laboratoire de physiologie du travail au CNAM, mais aussi Henri Piéron, Edouard Toulouse, médecin directeur de l'hôpital psychiatrique Henri Rousselle, et même Henri Wallon. La diversité des fonctions de ses membres reflète les intentions qu'ils nourrissaient à l'égard des applications pratiques de l'examen biotypologique : « médecine préventive, prophylaxie mentale, pédagogie, orientation et sélection professionnelle, organisation rationnelle du travail humain, prophylaxie humaine ».⁽³⁹⁾

Les activités de la Société de biotypologie s'interrompirent pendant la période de la seconde guerre mondiale ; elle réapparut au lendemain du conflit sous l'appellation de Société de biotypologie de Paris. Pour se mettre à l'abri de tout malentendu et éclairer son nouveau champ

vidu humain », *Biotypologie. Bulletin de la Société de biotypologie*, tome V, Paris, 1937, p. 76.

(38) Pour une présentation de la doctrine biotypologique, à titre documentaire, voir l'ouvrage préfacé par Nicola Pende : *Traité de médecine biotypologique*, publié sous sa direction, Paris, Doin, 1955. M. Martiny, *Essai de biotypologie humaine*, Paris, éd. J. Peyronnet, 1948. Voir aussi le numéro spécial que lui a consacré *L'Évolution psychiatrique* en 1954, plus particulièrement M. Bergeron et J. C. Benoit, « Biotypologie et psychiatrie », *L'Évolution psychiatrique*, fascicule III, 1954, p. 341.

(39) « L'activité de la Société de biotypologie », *Biotypologie. Bulletin de la Société de biotypologie*, tome I, déc. 1932, p. 36.

(40) Voir Eugène Schreider, digne représentant de cette tendance très "intellectuelle" de l'école biotypologique parisienne, « La méthode biotypologique dans la recherche du déterminisme de la conduite normale ou anormale », in *Actes du 11ème congrès de criminologie*, tome II, PUF, Paris, 1952, p. 111.

(41) Voir M. Bergeron et J. C. Benoit, *op. cit.*, p. 343, 347, 360.

(42) Paul-René Bize, « La place de la morphologie dans la biotypologie », in *La morphologie appliquée à l'éducation physique*, Paris, J. B. Baillière, 1948, p. 126.

d'application, il est précisé que la biotypologie est « essentiellement une typologie expérimentale, utilisant au maximum les ressources de la biométrie et de la statistique mathématique ». Par un souci de rigueur scientifique, de vérification expérimentale, elle vise à dégager des « constellations de caractères » plutôt que des classifications de « types » fondés sur des impressions visuelles, d'où une certaine méfiance pour la morpho-psychologie.⁽⁴⁰⁾ À la fin des années quarante, la biotypologie est rentrée dans une nouvelle ère scientifique abstraite avec la méthode d'analyse factorielle des types physiques conçue par l'américain W. H. Sheldon et promue par Cyril Burt. La méthode du médecin qui évalue une personnalité « d'un coup d'œil » est alors dénoncée par des psychiatres comme une pratique dénuée de rigueur et jugée trop intuitive.⁽⁴¹⁾

2.2. Bize, la biotypologie et la morphologie

Bize suit l'évolution générale de la biotypologie (tendance école de Paris) en proposant des méthodes d'études comparatives de populations de délinquants et de non délinquants, afin de vérifier des hypothèses établissant d'éventuelles corrélations somato-psychiques, mais il privilégie la voie de la morphologie comme mode d'accès à l'étude des types. La morphologie (science des formes corporelles) n'est qu'une des composantes de la biotypologie. Elle « représente le soubassement le plus apparent du biotype, en étroite corrélation avec le mode physiologique et le mode psychologique du sujet, elle est la porte ouverte sur le dedans de l'homme et la méthode clinique qui permet de déduire et d'induire ».⁽⁴²⁾

De manière générale, la biotypologie est d'ordre individuel, et Bize cherche à jeter les bases scientifiques d'une méthode d'investigation de la personnalité à partir des données objectives recueillies par l'observation clinique des individus et traitées de façon statistique. Les principaux traits de caractère d'un individu et ses tendances ont un fondement biologique s'inscrivant dans le corps. Bize considère que l'une des tentatives les plus sérieuses pour bâtir une typologie est celle de Pende, sur la base d'une conception endocrinologique, mais elle est limitée dans sa traduction morphologique. Or, selon lui, la morphologie elle-même est rentrée dans l'ère scientifique : « La simple observation clinique se complète de

données de l'anthropométrie ; on prend des mesures précises avec des instruments et des appareils précis, dans des conditions précises d'examen. » ⁽⁴³⁾

Bize va proposer une méthode descriptive et de mesures qui va balayer le corps dans toutes ses dimensions. Méthode morpho-biométrique similaire à celle initiée par le révérend père Verdun, docteur en médecine, professeur à l'Institut catholique de Paris.⁽⁴⁴⁾ Cette méthode clinico-anthropométrique vise à mettre en corrélation formule caractérielle et formule morphologique. Maurice Verdun est l'un des esprits les plus systématiques dans le domaine de la biotypologie, qu'il domine d'un savoir encyclopédique.⁽⁴⁵⁾ De façon plus modeste, Bize, qui connaît bien les travaux de Verdun, adopte une démarche où aucune partie, aucun membre, aucun segment « organo-fonctionnel » n'est oublié. Le but qu'il poursuit à travers son mode d'investigation n'est pas de créer une nouvelle classification, de nouveaux types, mais de dresser un tableau de pas moins de quinze facteurs morphologiques, avec un système de cotation, qui pourront être corrélés entre eux ou avec des syndromes pathologiques, des données physiologiques et surtout caractérolologiques, ou avec des exigences professionnelles. Ainsi veut-il « substituer à la notion de bio-type, celle de facteurs composants », présentés « sous forme d'un profil », établissant par là même une cartographie biologique et somatique sur laquelle viendraient se superposer les structures psychiques et mentales. La personnalité totale est constituée de ces différentes composantes somato-psychiques.

Avec Bize, nous ne sommes plus dans le renouvellement d'un genre, mais au crépuscule de sa justification méthodologique. Parti à la recherche du « signe mental » pouvant « être révélé par sa signature morphologique », mais désireux de se démarquer vigoureusement « des physiognomonistes qui, sans la moindre vergogne et avec la plus grande impudeur, affirment d'autorité et de façon gratuite, que tel signe traduit telle disposition d'esprit », il avoue ne vouloir voir dans ses travaux que des hypothèses, « car c'est tout ce que peut permettre l'état actuel de la science ». « Seules, conclut-il, de longues études cliniques, puis statistiques, permettront de faire le point exact de ces corrélations morpho-psychologiques. » ⁽⁴⁶⁾

(43) *Ibid.*, p. 132.

(44) Pour réaliser ses études, et en particulier « l'analyse morpho-biométrique du corps humain », le révérend père Maurice Verdun propose une méthode et présente un étrange appareil pour effectuer ses mesures : « La table anthropométrique universelle du Dr Verdun », parue dans *Le caractère et ses corrélations*, tome 1, Paris, J. B. Baillière, 1950, p. 209.

(45) Maurice Verdun, « L'anthropométrie au service de la morphologie », in *La morphologie appliquée à l'éducation physique*, Paris, 1947. Pour les études de cas cliniques, voir *Archives des maladies professionnelles...*, op. cit., tome VI, n° 6-7, Paris, Masson, 1944. Pendant la guerre, il a été directeur de la section de recherches biotypologiques du

centre d'orientation professionnelle de Clermont-Ferrand, c'est-à-dire au moment même où Lagache y exerçait, avec comme centre d'intérêt la sélection et l'orientation professionnelle, mais dans une perspective clinique radicalement différente de la sienne.

(46) Paul-René Bize, *La place de la morphologie dans la biotypologie*, op. cit., p. 156.

(47) Même sur le plan méthodologique et technique, on retrouve ce clivage formulé par Guy Sinoir sous forme d'opposition de deux systèmes, l'un privilégiant le recours à l'entretien, l'autre à l'examen organique. Voir *Rapport sur la nature et les possibilités de l'observation dans la connaissance de la personnalité du délinquant*, op. cit., p. 20. Le contraste est saisissant quand on

L'Éducation surveillée lui permet donc de se livrer à ses minutieuses études sur la population des mineurs délinquants, afin non pas de révéler quelles seraient les prédispositions physiques à la délinquance, comme tentèrent de le faire ses illustres prédécesseurs au XIX^{ème}, mais pour établir d'éventuelles corrélations, à partir de mesures de morphologie statique et de données statistiques. Bize ne prétend pas détenir la vérité en affirmant qu'il y aurait une typologie spécifique aux délinquants ou que la délinquance serait le signe d'une dégénérescence manifestée par des stigmates portés par cette population, mais on ne peut se priver, selon lui, de l'approche somato-psychique, ne serait-ce que pour démontrer le contraire de cette thèse ou pour montrer qu'on ne peut totalement l'exclure pour un petit nombre d'entre ces délinquants.

Il veut continuer à faire entendre une certaine voix, apporter sa modeste et laborieuse contribution de spécialiste à la connaissance de la délinquance juvénile ; il le fait avec discrétion, persévérance et une grande souplesse d'adaptation au nouveau contexte des années cinquante. L'Éducation surveillée, de son côté, ne veut pas renoncer à ce qui pourrait s'avérer être une découverte sur le plan de la connaissance scientifique de la délinquance des mineurs.

Aussi Bize a-t-il toujours montré les mineurs délinquants comme une population méritant des examens et un traitement spécifiques, qui présente des signes particuliers qui ne sont pas d'ordre pathologique. Ces signes pourraient rentrer dans d'anciennes catégories, mais ils changent de statut ; ainsi les stigmates dégénératifs, connotés trop négativement, deviennent-ils des « dysmorphies » ; ils sont banalisés, ramenés au rang de signes cliniques, sans conséquence particulière, ne prenant sens que dans un ensemble d'autres facteurs.

Toutes les notions qu'il manie ont au moins en commun d'être en rapport avec le corps. Le corps parle de la personnalité du mineur, et seul le médecin sait lire ce langage organique, tout comme le psychologue, pour connaître le sujet, a recours à sa parole et à sa pensée discursive.⁽⁴⁷⁾ Pour Bize, le corps non seulement parle, mais il dit la vérité, il la contient. Il la contient d'autant plus quand il est question de population déviante ou marginale. L'image qu'il dresse de l'individu délin-

quant à travers son corps se fait au miroir inversé d'une société hiérarchisée et très différenciée. Seule la psychologie clinique, avec l'apport de la psychanalyse, viendra rétablir un principe d'universalité, "humanisant" le délinquant et proposant une alternative à la question de la responsabilité, laissée en suspens par les sciences humaines et la médecine dans leur face-à-face avec la justice. Avec la psychologie clinique, le sujet s'imposera, tenant compte de la représentation qu'il se fait de la réalité, y compris de son corps quand celui-ci exprime et amplifie un malaise (le symptôme), là où le regard du médecin croyait pouvoir déceler, sans l'intermédiaire de la parole, un trait et un facteur de la conduite déviante (pas de dissimulation possible au regard du médecin, puisque le corps ne ment pas).

Pour Bize, l'approche « somato-psychique » du mineur, « au lieu d'une psychologie à distance dans laquelle on ne "voit" ni ne "sent" le sujet », permet une prise de contact directe et immédiate, « c'est une psychologie de contact ».⁽⁴⁸⁾ Ce côté réaliste, « coup d'œil » assuré, son pragmatisme revendiqué, son art du portrait⁽⁴⁹⁾ ont pu séduire une partie de la direction de l'Éducation surveillée (Costa et Ceccaldi), qui y voyait certainement un mode supplémentaire et irréfutable de catégorisation des mineurs. Cette "psychologie" permet d'accéder aux instincts, aux pulsions fondamentales (identifiées pour la cause aux « besoins biologiques fondamentaux ») qui gouvernent la personnalité et le comportement : « Connaître les pulsions fondamentales d'un délinquant, c'est en partie comprendre la genèse de l'infraction. »⁽⁵⁰⁾ Il faut s'en tenir, d'après Bize, « à ces besoins fondamentaux qui nous sont indiqués par la biologie et dérivent de l'agencement organo-fonctionnel de notre corps ». Tout individu est constitué de différents appareils (nutritif, sexuel), de segments ostéo-musculaires, d'un système nerveux... qui conditionnent les besoins biologiques fondamentaux et déterminent des appétits, propres donc au digestif, au respiratoire, au sexuel, au cutané... D'un questionnaire sur les différents besoins et appétits, on mesure leur niveau et on établit une formule caractéristique pour chacun. Mais il faut vérifier la « validité biologique » du besoin ou de l'appétit, et, de ce point de vue, « la morphologie constitue un guide précieux ».⁽⁵¹⁾ Ainsi « la prédominance digestive » se traduit-elle « théoriquement par l'importance de l'étage abdominal » et par des formes particulières, « trapézoïdale », « piri-

compare la conception que Bize a de l'examen psychiatrique et médico-psychologique dans *L'examen psychiatrique et médico-psychologique des jeunes délinquants, conceptions actuelles*, Conférence du 27 juin 1958, Melun, Impr. adm., 1958, p. 14 et 20.

(48) Paul-René Bize, « Le problème de l'étude des composantes somato-psychiques de la personnalité », in *L'examen médico-psychologique et social des délinquants*, Premier cours international de criminologie (septembre, octobre 1952), Paris, 1953, p. 412.

(49) Une manière de procéder qui, selon Bize, est « celle à laquelle est obligé de se livrer consciemment ou inconsciemment tout psychiatre lorsqu'il veut essayer de se faire une idée du cas qui se trouve en face de lui ». Paul-

René Bize, « Sur une catégorisation synthétique des principaux types de mineurs délinquants », *Rééducation*, n° 8, juillet 1948, p. 15.

(50) Paul-René Bize, « Le facteur "besoins biologiques fondamentaux" dans la constitution de la personnalité », *Rééducation*, n° 10, décembre 1948, p. 17.

(51) *Ibid.*, p. 22.

(52) Bize est vice-président de la *Revue de morpho-physiologie humaine*. Dans le premier numéro, il présente un article intitulé « Le problème des fondements biologiques de la caractérologie », n° 1, oct. 1948, p. 7.

(53) Paul-René Bize, *La place de la morphologie dans la biotypologie*, *op. cit.*, p. 131-132.

forme », « cubique »..., chaque prédominance (musculaire, respiratoire, sexuelle...) se manifestant par des signes. La morphophysiologie dont se revendique Bize ⁽⁵²⁾ associe caractère d'une personne (psychologie), instinct fondamental (physiologie) et morphologie segmentaire (étude des formes). Elle puise ses références chez Sigaud, considéré comme le fondateur de la morphologie française, dont les travaux ont été poursuivis par A. Thooris et surtout Léon Mac Auliffe. Les variations portent sur les différents segments organo-fonctionnels du corps, la prédominance relative de chacun de ces segments entraînant la différenciation de quatre types fondamentaux : digestif, respiratoire, musculaire et cérébral. D'autres variations de la silhouette ou du « modelé », relevant de la surface donnent des types « rond » ou « plat », « uniforme », « ondulé » ou « bossué ». L. Corman, médecin psychiatre auquel Bize rend hommage pour sa contribution à la morphologie et pour ses corrélations psychologiques, a décrit les types du « rétracté » et du « dilaté », termes auxquels Bize préfère substituer ceux « d'hypoplasie » et « d'hyperplasie ». ⁽⁵³⁾

L'une des références les plus souvent citées par Bize est Sheldon, qui, par ses études, a dégagé trois types morphologiques qui correspondent à trois types de comportements psychologiques : le type endomorphique (type rond à prédominance viscérale) qui donne le viscérotonique (digestif), le type mésomorphique (prédominance de la charpente ostéo-musculaire) qui donne le somatotonique (musculaire), et enfin le type ectomorphique (gracilité des formes à prédominance nerveuse) auquel correspond le cérébrotonique (cérébral).

On retrouve, chez le célèbre psychiatre allemand du début du xx^{ème} siècle, Ernest Kretschmer, une classification similaire à laquelle Bize fait aussi souvent référence : leptosomes (corpulence faible avec cavités viscérales réduites, aux formes amaigries, anguleuses...), pycniques (corpulence avantageuse avec cavités viscérales amples aux formes arrondies...), et athlétiques (forte corpulence, robuste, musculature développée, aux formes grossières...). Ces types morphologiques se retrouvent en général, dans les dossiers d'observation des mineurs, à la rubrique « type morphologique de base » de la fiche médicale, ou à la rubrique « éducation physique », secteur très réceptif aux indications morphologiques.

Par ailleurs, Kretschmer s'est efforcé de prouver la corrélation entre ces constitutions et une structure mentale (schizothymique pour la leptosome, cyclothymique pour la pycnique, impulsive et « viscoïde » pour l'athlétique), afin de déterminer « la fréquence, la périodicité, la tendance et la nature même des délits et des crimes ».⁽⁵⁴⁾ Il propose un diagnostic biologique, « le plus profond de tous, qui s'efforce de déterminer le terrain constitutionnel qui prédisposerait l'accusé à céder à ses pulsions plus ou moins morbides ».⁽⁵⁵⁾

La variété des activités criminelles/délinquantes renvoie à celle du type constitutionnel de leurs auteurs. Dans la reconstitution du processus criminogène, le rapport, le lien, souvent conflictuel, entre le type constitutionnel (et son retentissement psychique) et le milieu (« l'ambiance »), est au centre d'une problématique criminologique qui accrédite la thèse de la « prédisposition criminelle » sous l'influence d'un déterminisme physiologique. Depuis 1928 et la parution de son livre, *La costituzione delinquenziale*, Benigno Di Tullio, professeur d'anthropologie criminelle à l'université de Rome et président honoraire de la Société internationale de criminologie, n'a cessé de défendre cette thèse sur la base d'une doctrine biotypologique ou, comme il le précise, biotipo-psychologique,⁽⁵⁶⁾ fortement influencée par Kretschmer et surtout Pende. Cette doctrine a les faveurs des congrès internationaux de criminologie. Le premier a lieu en 1938 à Rome, où domine l'école positiviste italienne qui peu à peu perdra de son aura au profit d'autres courants anglo-saxons et français de la sociologie, de la psychologie et de la psychanalyse qui s'affirmeront après la seconde guerre mondiale. Mais, au II^{ème} congrès, la biotypologie est encore perçue comme une science susceptible de renouveler l'anthropologie criminelle et de fournir à la justice les techniciens indispensables aussi bien à l'évaluation du degré de responsabilité, dans le cadre de l'expertise, qu'au choix des mesures de traitement du délinquant, lors de l'examen médico-psychologique.

Il se trouve qu'à cette époque l'Éducation surveillée et la criminologie ont des vues convergentes ; cette dernière voit dans la justice des mineurs une alliée objective, préfiguration de ce qui pourrait s'appliquer à l'ensemble de la justice pénale, à savoir un intérêt pour la per-

(54) Maurice Verdun, *Le caractère et ses corrélations*, Paris, J. B. Baillière, 1950, p. 342.

(55) Maurice Verdun, « La doctrine criminobiologique du psychiatre allemand Ernest Kretschmer », in *Rééducation*, n° 23, 1950, p. 9-10. Cet article paraît la veille du II^{ème} congrès international de criminologie, comme une illustration (et défense ?) de la perspective biotypologique dans les études criminologiques.

(56) Benigno Di Tullio, « Les récents travaux d'anthropologie criminelle », in *L'examen médico-psychologique et social des délinquants*, op. cit., p. 135.

sonnalité de l'auteur de délits dans une perspective de traitement, de rééducation et de reclassement, le mouvement de la Défense sociale nouvelle assurant le lien doctrinal entre le renouveau d'une politique criminelle et le droit des mineurs.⁽⁵⁷⁾

(57) Voir Marc Ancel,
La Défense sociale nouvelle,
op. cit., p. 157-160.

3. Bize aux deux congrès internationaux de criminologie de 1950 et 1955

3.1. Le II^{ème} congrès international de criminologie et la Commission française de l'enfance

Le II^{ème} congrès international de criminologie se tient à Paris en septembre 1950. Il est d'une ampleur exceptionnelle par le nombre des pays (47) et la qualité des professionnels qui y participent, mais aussi par la richesse des matières et des thèmes étudiés et par l'ambition de la démarche méthodologique affichée. À partir du triptyque biologie, sociologie, psychologie et des corrélations établies autour de la dynamique et de l'évolution de la personnalité du délinquant, le II^{ème} congrès cherche à progresser dans la connaissance des causes et dans le traitement de la criminalité. Conformément à ce lien privilégié de la criminologie avec les sciences de l'observation, la section française plus particulièrement chargée d'étudier la délinquance juvénile va tenter une combinaison de tous les facteurs connus pouvant intervenir dans le phénomène de la délinquance. Les travaux préparatoires de la commission durent plus d'un an et font l'objet de cinq rapports sur les facteurs de la délinquance. Le rapport général, établi à partir de ces travaux, est rédigé par Costa, Heuyer et Sinoir.

La perspective dans laquelle s'inscrit le congrès rompt avec les tentatives antérieures de classification et de nomenclature de la délinquance des mineurs, au profit de l'établissement d'une méthodologie à partir de laquelle pourront se vérifier un certain nombre d'hypothèses, puisque l'objectif est de pouvoir rédiger, à partir du dossier du mineur, un carnet statistique individuel, un questionnaire synthétique, « sur la base de tous les facteurs de délinquance communément admis ».

L'enjeu est de taille : substituer au principe de responsabilité attaché à la personne juridique un principe fondé sur la personnalité toute entière, tout en maintenant le cadre juridique comme support à l'intervention. Admettre le caractère spécifique de la délinquance juvénile et la notion d'irresponsabilité pénale n'enlèvent pas « aux actes du mineur leur caractère individuel et personnel ». En effet, ces actes « n'en sont pas moins issus du psychisme de celui qui les accomplit, qui opère en quelque sorte un filtrage entre les incitations reçues, choisit et retient celles qui conviennent à ses aspirations inconscientes et reconstruit en lui-même et par lui-même, les actes réponses qu'il y fait ».⁽⁵⁸⁾

Le psychisme agit comme un filtre, en lien avec l'inconscient et non plus avec une constitution ; il en résulte un changement dans la nature du conflit auquel est exposé le sujet et qui le rend inadapté. L'origine du conflit est désormais à chercher dans la relation affective que le sujet a nouée avec ses parents. Le rapport général de la section française du II^{ème} congrès est sensible à cette théorie explicative, qui a l'avantage de préserver le principe individuel de la responsabilité, puisque reposant sur un principe actif. Elle semble exercer sur les rédacteurs du rapport général une véritable fascination, un tropisme, atténués néanmoins par l'objectif du rapport, qui est de « dégager les facteurs susceptibles de favoriser et d'expliquer la délinquance » sans en privilégier aucun. Le respect de la trilogie sociologie-psychologie-biologie demande de recourir à différents « spécialistes ». L'un d'eux, Bize, est chargé du rapport sur « Le rôle des facteurs bio-psychologiques ».⁽⁵⁹⁾

Selon Bize, « sous le nom de facteur biologique, on devra comprendre tout ce qui constitue l'individu sur le plan de sa structure, c'est-à-dire : son équipement, non seulement corporel, mais également psychique. L'agencement de cet équipement, non seulement sur le plan anatomique, mais également biochimique et physiologique ».

3.2. La contribution de Bize au II^{ème} congrès, l'exemple des « frustes », avenir d'une catégorie

Tout en privilégiant l'approche morphologique, Bize justifie l'enjeu de ses recherches d'un point de vue méthodologique : « Le problème est

(58) Jean-Louis Costa, Georges Heuyer, Guy Sinoir, « Rapport établi d'après les travaux de la commission », in *Actes du deuxième congrès international de criminologie*, t. 1, « Enfance délinquante », Paris, PUF, 1951, p. 188.

(59) Paul-René Bize, « Rapport sur le rôle des facteurs bio-psychologiques dans la délinquance juvénile », in *Actes du deuxième congrès international de criminologie*, op. cit., p. 143.

(60) *Ibid.*, p. 151.

(61) L'examen clinique portera sur six "composantes" bipolaires ; la composante intersexuelle (polarisation masculin/féminin) est l'une de celles les plus souvent mentionnées par Bize. De plus, la question de la maturation sexuelle a été l'occasion pour lui d'expériences en endocrinologie, avant la guerre : « Développement de l'appareil génital et modifications psychologiques à type pubertaire provoquées par l'injection d'hormone (testostérone, folliculine, nitosine) », *Société de pédiatrie*, 6 juillet 1937. Sa préoccupation et sa curiosité pour cette question ont été à l'origine de sa réputation à Savigny.

à reprendre, non seulement pour savoir s'il existe bien un certain nombre de caractéristiques morpho-anthropométriques signant une sorte de tempérament prédisposant à la délinquance, mais également parce que la morpho-physiologie peut constituer, dans certaines limites, une technique d'investigation de la personnalité. »⁽⁶⁰⁾ Son but ne consiste pas à définir un sujet en fonction de typologies pré-établies, mais de le soumettre à un examen clinique qui « permet de déduire, sans trop de gratuitisme, d'éventuelles corrélations physiologiques et morphologiques utiles pour la compréhension de la personnalité ». Il cherche à banaliser l'examen morpho-physiologique d'un point de vue clinique.

La méthode qu'il propose est analytique ; elle porte sur l'évaluation du gabarit corporel, du niveau de tonus général, de « la formule viscérale » et sur « l'appréciation de l'orientation générale des différents traits : dans le sens masculin-féminin (étude du degré d'intersexualité) ; dans le sens adulte-enfant (étude du degré de maturité) ; dans le sens frusticité-différenciation (étude du degré d'évolution morphologique) ».⁽⁶¹⁾

Nous nous en tiendrons à l'expression morphologique de la frusticité chez les délinquants vue par Bize. Elle est l'illustration d'une partie de sa pensée quand il déclare : « Il est possible que la mentalité délictuelle repose sur un terrain spécial ayant des traductions morphologiques particulières. De ce point de vue, nous avons été frappés par la fréquence de la frusticité des traits chez un certain nombre de mineurs de type irrégulier foncier. »

Les « "irréguliers" fonciers » font partie de la catégorie des « difficiles fonciers » dans la catégorisation que propose Bize pour une typologie des délinquants. Dans cette catégorie des « durs », par opposition à la catégorie des « amorphes », on retrouve les « violents fonciers » et les « malfaisants fonciers ». Les irréguliers fonciers : « de bonne heure récidivistes de la fugue, du vagabondage et de la maraude, incurablement paresseux, puis voleurs incorrigibles ; plutôt lâches et peu dangereux à cause de cela, fuyants, approbatifs "bêta", incapables de la moindre sincérité, sournois et cauteleux, mais peu malfaisants et de peu de méchanceté ; essentiellement indisciplinés, "n'écouter rien", instables, affectivement et professionnellement, parce qu'incapables de surmonter des dépits même

minimes ; peu accrochables et peu accessibles aux reproches, au “sur-moi” inexistant et peu formable ; très protomorphes de traits, voire bestiaux parfois de faciès, avec souvent de nombreux stigmates dégénératifs (oreilles décollées, tempes recouvertes, dents bestiales, front bas, inexpressivité mimique). »⁽⁶²⁾

Le protomorphisme caractérisé par des traits grossiers est la signature morphologique de la frusticité. Il est l'opposé polaire de la différenciation. On le retrouve « avec une certaine fréquence dans les populations de délinquants » (avec « constitution mésomorphe »). D'après les études que Bize aurait conduites à Savigny « sur une population de mineurs », il résulterait « qu'un certain nombre d'entre eux, soit 10 à 15 % environ, présentent des manifestations nettes de ce que nous avons appelé le protomorphisme [...]. Cette frusticité morphologique s'accompagne en même temps de frusticité intellectuelle, affective, avec intérêts primitifs, et même de frusticité morale telle que la différence entre le “mien” et le “non-mien” n'est pas ressentie ». ⁽⁶³⁾

Traits physiques et traits psychiques sont associés pour définir le fruste comme type de personnalité délinquante. Le thème de la frusticité est choisi lors de la « deuxième session des psychologues praticiens de la délinquance juvénile », qui s'est déroulée en octobre 1957 à Vaucresson, sous la direction de Sinoir. La frusticité y est encore caractérisée, sur le « plan somato-physiologique » par « le mésomorphisme, la lourdeur musculaire, les tares neurologiques, l'insuffisance de cérébralisation, la rudesse d'apparence ». ⁽⁶⁴⁾ Il y est encore mentionné « l'hypothèse selon laquelle il existerait deux grandes classes de frusticité : celle traduisant une insuffisance constitutionnelle [...] et celle qui montre une carence éducative ». ⁽⁶⁵⁾ Mais, outre que chez l'adolescent « l'hypothèse d'un comportement globalement fruste paraît devoir être écartée », la tonalité de l'étude présentée est empreinte d'une extrême et nouvelle prudence quant à l'emploi de l'expression « le type fruste » : « Il apparaît hautement souhaitable de rejeter le fruste, comme nom ou type de personnalité, et de ne parler que de “conduites frustes”, de “composantes de frusticité” entre autres. » Aussi est-il recommandé de parler de sujets frustes au point de vue moteur, intellectuel, culturel, instinctif, affectif... pour les frusticités partielles, et de

(62) Paul-René Bize,
« Rapport sur le
rôle... », *op. cit.*, p. 166.

(63) Paul-René Bize,
« Le problème de l'étude
des composantes soma-
to-psychiques... »,
op. cit., p. 428-430, 439.

(64) *La notion de frusticité chez l'adolescent délinquant*, Centre de formation et de recherche de l'Éducation surveillée (CFRES), Vaucresson, 1959, p. 19.

(65) *Ibid.*, p. 42.

(66) Paul-René Bize,
« Étude comparée de la
psycho-motricité des
mineurs d'un centre
d'observation et de
diverses populations de
non délinquants », in
Les Annales de Vaucresson,
n° 1, 1963, p. 7-66.

(67) Voir Christian
Debuyst, « Les différents
courants psychiatriques
et psychologiques en
rapport avec les savoirs
en criminologie », in
Christian Debuyst,
Françoise Dignesse et
Alvaro Pires, [dir.],
*Histoire des savoirs sur le
crime et la peine*,
Bruxelles, Montréal,
Ottawa, De Boeck uni-
versité, Presses universi-
taires de Montréal,
Presses universitaires
d'Ottawa, 1998, p. 421-
427.

(68) Paul-René Bize,
« Rapport sur le
rôle... », *op. cit.*, p. 166-
167.

« personnalité mal différenciée » dans le cas de carences éducatives. Conformément à l'utilisation devenue plus restreinte sur le « plan somato-physiologique » de cette notion à laquelle Bize aura recours dans une étude au début des années soixante,⁽⁶⁶⁾ il conclura : « Tout se passe comme si ces mineurs étaient surtout des frustes psycho-moteurs. » La frusticité ne désigne plus, de façon générale, une catégorie de délinquants ni ne signe une personnalité profonde, mais, même partielle, elle n'exclut toujours pas, chez Bize, la marque d'une dégénérescence. Il la considère comme une « dysmorphie ».

3.3. La défense d'une catégorie controversée : les « pervers »

On peut constater une évolution conceptuelle identique, teintée d'ambiguïté, pour la catégorie des pervers. Considérée comme une véritable entité nosographique, elle mériterait à elle seule une étude longitudinale, plus particulièrement la notion de « pervers constitutionnel » inaugurée par Dupré, en 1912,⁽⁶⁷⁾ très employée en psychiatrie infantile dans l'entre-deux-guerres (grâce en particulier à Heuyer), jusqu'à sa remise en cause dans les années cinquante.

Bize place, dans la dernière catégorie des « difficiles fonciers », les « mal-faisants fonciers », qu'il décrit comme des « sadiques précoces [...] destructeurs par plaisir [...] dépourvus de remords [...] rationalisant leurs forfaits et essentiellement subversifs ; intelligents par ailleurs, ce sont les "intellectuels du crime" ; incapables de tout attendrissement, ils agissent la tête froide [...]. Très "trompeurs" en outre, voire même d'aspect angélique. Nullement protomorphes et souvent même très évolués de traits. »⁽⁶⁸⁾

Trompeurs donc dans leurs apparences, rien d'étonnant à ce que, pour Bize, « de tels sujets forment une classe à part parmi les délinquants ». Ils échappent aux explications habituelles, ils constituent un défi au savoir criminologique ; la perversité commence là où la science criminologique s'arrête, le pervers en est sa limite. Il est la figure inversée du délinquant telle qu'elle est représentée par le fruste ou « l'amorphe », un peu « diminués » sur le plan mental. Le pervers au contraire est responsable, il a la pleine possession de ses moyens et surtout il a gardé sa liberté de choix (il ne partage avec eux qu'un défaut, celui de la « fonction morale » et enco-

re à un degré différent). En effet, pour Bize,⁽⁶⁹⁾ « on ne saurait parler de perversité vraie [...] que pour ceux dont les manifestations antisociales correspondent (apparemment) à une sorte de libre détermination, non conditionnée par un substratum psycho-pathologique cliniquement net, et traduisent une intentionnalité patente de malfaisance. » Libres de toute détermination apparente, échappant aux conditionnements physiologiques, pathologiques ou aux pressions du milieu, ils ne répondent que d'eux-mêmes. La gratuité de la motivation ne doit pas faire oublier l'importance de la manière dont s'accomplit l'acte pervers, afin de relever des signes cliniques susceptibles de corroborer l'existence d'un terrain spécial, marqué du sceau de l'inéluctabilité : « le terrain pervers ». La capacité à se justifier et de rationalisation, « donne l'impression d'une pensée structurée d'une façon particulière et telle qu'elle ne saurait être autrement ; autrement dit d'un terrain mental spécial ou, tout du moins, d'une constitution psychique favorisant le développement des complexes criminogènes ».

Depuis Dupré et les travaux d'autres auteurs, « la constellation de signatures » rencontrée chez les sujets pervers est connue : « l'anémotivité », « l'inaffectivité », « l'insincérité », « le polymorphisme », « la précocité des signes »... À ce « fond mental » sont associés « la disposition à l'hédonisme exclusif », « l'incapacité de sentiments réels de culpabilité », « l'incapacité de dépassement de soi », « le subversisme idéologique moral » et, « coiffant le tout, une sorte de rigidité orgueilleuse [...] de paranoïa maligne ». Ces sujets seraient atteints d'une surdité et d'une cécité morales et mentales orientées vers le mal. Tout se résumerait en une sorte d'imperméabilité émotivo-affective vis-à-vis du milieu, « le trouble des perméabilités » constituant « le substratum fondamental » et permettant « le total passage à l'acte, sans l'inhibition préalable et sans mesure de l'accomplissement ». La perversion est un défaut de la fonction morale et, même si celle-ci est identifiée au surmoi comme frein opposé aux pulsions, son absence de développement dans le cas des pervers constitutionnels n'aurait, pour Bize, d'autres origines que biologiques, rendant cette perversité « inamendable, irréductible ». Bize reste fidèle à ses engagements doctrinaux en naturalisant la fonction morale, passible donc du tribunal de la science : « On peut dire des pervers qu'ils sont des débiles de la fonction

(69) Paul-René Bize,
« La notion de
perversité », *Rééducation*,
n° 24, « Les pervers »,
numéro spécial, juin-
juillet 1950, p. 3-36.

morale, des dysmoraux. Ils permettent ainsi l'étude de la fonction morale sur des bases positives et en dehors de toutes préoccupations métaphysiques. » Il est le gardien du « maintien nosologique d'une perversité foncière, faite d'un terrain spécial et caractérisée par sa presque totale inamendabilité ». Sa forme est très rare reconnaît-il, « et on ne peut être que trop prudent avant d'en porter le diagnostic ». D'autant que la seule mesure à prendre à l'égard d'un pervers foncier est une « mesure de ségrégation ». C'est donc à titre de spécialiste que Bize est chargé de rédiger « une étude d'introduction en vue de donner un tableau d'ensemble des plus complets et des plus nuancés », dans le numéro de *Rééducation* entièrement consacré aux pervers, et c'est à ce titre que son travail sera apprécié. Que signifie ce terme si souvent employé par « les divers spécialistes de l'enfance délinquante » ? Quel usage peut-on en faire ? Les contributions de médecins, juges des enfants, éducateurs, se présentent sous la forme de réponses à un questionnaire. La dénonciation du type de raisonnement des « constitutionnalistes »,⁽⁷⁰⁾ à savoir « expliquer des comportements pervers par une constitution perverse, c'est ne rien expliquer », avait déjà été formulée en 1932 par Henri Ey, dans un numéro de *L'Évolution psychiatrique* consacré à la notion de constitution.⁽⁷¹⁾ Cette critique est mentionnée dans « les conclusions » rédigées par Paul Lutz et dont on peut penser qu'elles reflètent la position de la direction de l'Éducation surveillée sur ce sujet, en 1950. On y retrouve le même art du compromis et de la synthèse, ménageant une place aux spécialistes, comme au II^{ème} congrès de criminologie, quand, ayant constaté « combien le problème des "pervers" est complexe », il est noté qu'« il en est de deux sortes : 1° Altération constitutionnelle de la personnalité par déficience ou altération de la structure cérébrale. 2° Altération seconde de la personnalité par processus réactionnel d'ordre affectif. Le plus souvent les deux séries de causes s'enlacent et s'entremêlent ».⁽⁷²⁾ Arguments constitutionnalistes et doctrine psychanalytique y trouvent leur compte, et si « les altérations profondes de la structure cérébrale » relèvent du diagnostic médico-psychiatrique, « les altérations de la personnalité par processus réactionnels » sont mises en évidence par une connaissance approfondie du passé de la personne. Mais en fait la symétrie s'arrête là ; en effet, le

(70) Daniel Lagache, « Réponses à l'enquête », *Rééducation*, *op. cit.*, p. 67, et Le Guillant, *ibid.*, p. 70.

(71) Henri Ey, « La notion de constitution (essai critique) », *L'Évolution psychiatrique*, n° 2, 1932, p. 35, 53.

(72) *Ibid.*, p. 93-94.

traitement de « la première espèce » qui pose un problème psychiatrique et médical, pour n'être pas résolu dans le présent, « pourra l'être dans l'avenir ». Quant au traitement de « la deuxième espèce », elle « relève pour une part importante de la rééducation. Il s'agit alors de recréer un équilibre affectif et d'obtenir une normalisation progressive des rapports avec autrui ». L'appellation « pervers » est maintenue à condition de rester « cantonnée dans un domaine très technique ». La notion de perversité constitutionnelle, qui avait été structurante pour la psychiatrie infantile, devient marginale, condamnée à sa technicisation dans un univers gagné par la rééducation, pour laquelle la « doctrine psychanalytique » semble beaucoup mieux adaptée, capable de donner du sens aussi bien à la connaissance des mineurs qu'à la pratique professionnelle. Implicitement, au début des années cinquante, l'Éducation surveillée a fait ce choix, sans renoncer, explicitement, à l'autre référence pour laquelle elle continue de ménager une place.

La pensée de Bize, elle-même, suit une évolution singulière dans ces années. Dans l'étude de personnalité, il ouvre désormais un nouveau chapitre, celui des « mobiles profonds », intégrant des notions « psychanalytiques », avec la recherche des « facteurs complexuels » et affectifs, où sont examinés les conflits basiques à l'origine d'attitudes réactionnelles.⁽⁷³⁾ Mais cela ne l'empêche nullement, en 1953,⁽⁷⁴⁾ d'invoquer, pour caractériser l'orientation antisociale de certains délinquants récidivistes, une structure de « nature perverse » vis-à-vis de laquelle la criminologie doit continuer à se montrer vigilante. Ses thèses constitutionnalistes ont trouvé un ultime refuge sur le terrain « moral », à la frontière des savoirs criminologiques. Frustes et pervers sont, chez Bize, les deux figures extrêmes de la délinquance, du visible et de l'invisible, mais les deux faces d'une même pensée déterministe, façonnée par l'anthropologie criminelle.

En 1955, à l'occasion d'un rapport présenté au III^{ème} congrès international de criminologie, il signe un document officiel avec Michard et Sinoir, dont les conclusions semblent cette fois lui échapper et qui témoigne d'un changement d'époque.⁽⁷⁵⁾

(73) Paul-René Bize, « L'observation dans les centres d'observation (le problème de ses buts) », *Rééducation*, n° 32, janvier-février 1952, p. 14-15.

(74) Paul-René Bize, « Le problème de la structure somato-psychique prédisposant à l'état dangereux », extrait du *Deuxième cours international de criminologie*, Paris, septembre-octobre 1953.

(75) Paul-René Bize, Henri Michard, Guy Sinoir, *Étude sur le récidivisme des mineurs*, Rapport présenté au III^{ème} congrès international de criminologie, Archives de Vaucresson, 1956.

3.4. Une étude sur le récidivisme des mineurs : un changement de paradigmes

Le III^{ème} congrès qui se tient à Londres en 1955, se situe dans la continuité de celui de 1950. Il porte sur le thème du récidivisme. L'accent est mis sur l'étude clinique des récidivistes et la nécessité d'utiliser les méthodes biologiques, psychologiques et sociologiques, « dans un travail d'observation en équipe », s'efforçant « d'aboutir dans chaque cas individuel, à un diagnostic, à un pronostic, à un traitement et à un reclassement social ».

Pour étudier le récidivisme des mineurs, une enquête a été confiée au docteur Bize par la direction de l'Éducation surveillée ; elle porte sur 200 dossiers de mineurs et compare deux populations : l'une de récidivistes, l'autre de primaires. Elle a été effectuée au centre d'observation de Paris, à Savigny.

D'emblée, Bize souhaite se démarquer d'une interprétation trop strictement juridique du terme de récidivisme, ajoutant à la récidive légale, qui seule intéresse le magistrat, une récidive « para ou pré-légale », qui, renvoyant à un « fond mental », est du domaine du « criminologiste »⁽⁷⁶⁾ ; le problème fondamental est « celui du mécanisme de la réitération et non son aspect formel ». Cette remarque préliminaire montre la méfiance dans laquelle Bize tenait les juristes.

L'enquête, en comparant deux populations *a priori* différentes (primaires et « recommençants ») va rechercher les critères de différenciation et apprécier ainsi les facteurs communs à la récidive. Ces critères ont fondamentalement changé en quelques années et vont répondre à l'enjeu que se fixe la direction, qui est de prouver que cette population, dans sa différence, est du ressort de la rééducation, alors que quelques années auparavant elle en aurait été exclue. Une première indication sur ce changement de critères nous est fournie dès le chapitre sur « l'étude des antécédents héréditaires » où, pour les récidivistes, l'accent est mis sur le « rôle de la mère », rôle « formateur sur la morale », qui « ne peut être que déterminant sur la conduite des enfants ».⁽⁷⁷⁾ Une influence qui ne manque pas de surprendre dans un chapitre où dominant habituellement les tares héréditaires et l'alcoolisme des pères. Confirmation nous est donnée de cette

(76) *Ibid.*, p. 7.

(77) *Ibid.*, p. 24-25.

orientation “psychanalytique” au chapitre sur « l'étude des antécédents personnels et du terrain somato-psychique du mineur », où l'on constate chez les primaires une proportion de « déficiences intellectuelles » plus importante que chez les récidivistes (« de même la proportion des stigmates psychologiques et des stigmates neurologiques »). Chez les récidivistes, on constate « la fréquence des troubles caractériels de l'affectivité ; en fait, un grand nombre de ces mineurs se trouvent dans des conditions familiales et sociales traumatisantes ».⁽⁷⁸⁾ Il est donc clairement mentionné, comme caractéristique de la récidive, les « troubles graves de l'affectivité », où il est fait allusion aux situations conflictuelles « avec retentissement affectif ». La norme pour évaluer cette population n'est plus la recherche d'une anormalité, d'une anomalie ou d'un déficit fonctionnel, qu'il soit physiologique, psychologique, intellectuel ou mental, constitutionnel de la personne, mais la prise en compte des facteurs de l'environnement familial susceptibles d'être traumatiques ou conflictogènes : « Tout se passe comme si les récidivistes étaient intellectuellement, neurologiquement et somatiquement plus normaux que les primaires ; c'est leur affectivité qui est surtout atteinte. » Grande leçon pour le directeur de l'Éducation surveillée, Jacques Siméon, qui a succédé à Jean-Louis Costa, et qui conclut ainsi son introduction : « Une place prépondérante doit être reconnue aux facteurs sociaux, et plus particulièrement familiaux, en raison de leur action sur l'affectivité. Il y a là une indication capitale pour la prévention et pour la pédagogie rééducative. »⁽⁷⁹⁾ Pour la première fois dans une enquête officielle, on assiste à un renversement des priorités dans la désignation des troubles affectant une population déviante.

Un autre enseignement a été tiré par la direction, suite à l'enquête et plus particulièrement à « l'enquête morpho-anthropométrique », qui fera dire à Jacques Siméon : « Certains de ces résultats valent surtout par la vertu qu'ils ont de fermer certaines voies où les recherches risquaient de s'égarer. » En effet, des enquêtes anthropométriques, les conclusions qui se dégagent sont sans appel : « Il n'existe pratiquement aucune différence, sur le plan anthropométrique, entre les primaires et les récidivistes ; ce n'est pas dans l'anthropométrie qu'il convient de rechercher la caractéristique du récidivisme. » L'enquête morphologique, chargée

(78) *Ibid.*, p. 34.

(79) *Ibid.*, p. 4.

« d'étudier la fréquence des stigmates dysmorphiques », conclut à une plus grande fréquence de ceux-ci chez les récidivistes que chez les primaires, mais que, « faute de statistiques précises concernant les populations normales, il est difficile de tirer des conclusions valables pour la population des délinquants ».⁽⁸⁰⁾

(80) *Ibid.*, p. 49.

Rappelons que chacun des 200 mineurs a été soumis à des mesures anthropométriques pendant 3 heures, pour une enquête qui a duré 1 an ; que l'enquête morphologique, encore plus contraignante, a porté sur 204 stigmates, chaque partie du corps comportant un certain nombre de signes (20 pour le crâne, 9 pour le nez, 17 pour les yeux, 7 pour les sourcils, 27 pour les oreilles !...). Un travail minutieux effectué par le docteur Jolivet, dont l'ampleur fut salué par Bize. Les exigences de la démonstration justifiait-il que l'on déployât tant d'efforts pour des résultats si attendus ?

On ne peut néanmoins sous-estimer l'impact des deux congrès de 1950 et de 1955, qui trouvèrent leur prolongement dans la décision prise avec l'aval de la direction de l'Éducation surveillée en 1958, d'entreprendre une vaste enquête sur les facteurs de la délinquance juvénile auprès d'un échantillon représentatif de la population délinquante. La pré-enquête (1959-1961), qui donna lieu à une publication connue sous le fameux titre « 500 jeunes délinquants »,⁽⁸¹⁾ consista dans le recueil de données établies à partir d'une « fiche sociologique », d'une « fiche psychologique » et d'une « fiche bio-médicale ». Cette dernière fut élaborée par une commission présidée par Bize et porte la marque de ses travaux antérieurs.

(81) « 500 jeunes délinquants », CFRES, Vaucresson, 1963.

Conclusion

De même qu'il avait été demandé à Bize, convaincu de la constitutionnalité de la perversité chez certains, de rédiger l'introduction au numéro spécial de *Rééducation* sur les pervers, censé clore la longue période de l'utilisation abusive et dominante de cette notion, de même demande-t-on à celui qui en avait été le champion à la fin des années quarante, d'être le fossoyeur d'une méthode d'investigation statique fondée sur les mesures quantitatives, et censée caractériser une population de mineurs difficiles que les signes de dégénérescence auraient dû distinguer. N'était-ce pas là un marché de dupes ?

La place d'expert, de spécialiste, qu'a occupée Bize à l'Éducation surveillée, l'a exposé à bien des vicissitudes, sans compter les limites qu'implique une position d'extériorité. Une position qui supporte difficilement la comparaison avec Pierre Mâle, dont la pensée et la pratique clinique se sont enrichies et renouvelées au contact des mineurs.

Bize croyait travailler pour l'avenir ; il est le dernier avatar, certes sophistiqué et modernisé, d'une entité culturelle de la pensée occidentale dominante et triomphante au XIX^{ème} siècle, ancrée dans les catégories de l'anthropologie physique initiée par Paul Broca. Elle trouve dans le corps, plus particulièrement celui du déviant ou du colonisé, support et prétexte à l'expression d'une radicalité de l'altérité et de la différence. Quand il part à la recherche « minutieuse de certains stigmates mettant sur la voie d'une prédisposition psychologique », ⁽⁸²⁾ Bize n'a-t-il pas comme lointains ancêtres Morel et Magnan, les maîtres de la notion de dégénérescence en criminologie ? ⁽⁸³⁾

La collaboration entre Bize et l'Éducation surveillée est marquée du sceau de l'ambiguïté. Commencée en 1946, elle répond pleinement à deux axes que l'Éducation surveillée veut voir se développer dans les centres d'observation : l'investigation médicale et psychiatrique et l'orientation professionnelle des mineurs. Forte de la mission qui lui a été confiée, l'Éducation surveillée ne peut pas être en retrait par rapport à l'Éducation nationale et à la Santé sur ces sujets. La coopération se poursuit et culmine quand les intérêts de la justice des mineurs coïncident avec ceux de la criminologie, mais décline quand l'identité professionnelle éducative de l'institution s'affirme et progresse, dans un contexte de politique tournée vers la prévention et la rééducation caractérisée par l'approche psychosociale. Elle a été, à sa manière, une façon d'accompagner "en douceur" et dans le silence des concepts le passage d'une époque à l'autre. Son étude historique pose des problèmes d'ordre conceptuel, culturel et pratique. Cette collaboration prolongée n'est-elle pas la preuve à la fois de la maîtrise incomplète et erratique de l'Éducation surveillée sur son évolution doctrinale, et de sa détermination à appliquer ses choix politiques ?

(82) Paul-René Bize, « L'examen psychiatrique et médico-psychologique des jeunes délinquants... », *op. cit.*, p. 15.

(83) Christian Debuyst, *Les différents courants psychiatriques et psychologiques en rapport avec les savoirs en criminologie*, De Boeck université, Bruxelles, 1998, p. 404-421. Voir aussi Laurent Mucchielli, [dir.], *Histoire de la criminologie française*, Paris, L'Harmattan, 1994, p. 92-102.